

RCS : TOULON
Code greffe : 8305

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00669
Numéro SIREN : 882 773 138
Nom ou dénomination : 7 V

Ce dépôt a été enregistré le 06/04/2020 sous le numéro de dépôt A2020/003209

GTC Toulon

Bordereau de numérisation d'un acte

AB8305710565



SIREN : **882 773 138**

N° GESTION : **2020B00669**

RAISON SOCIALE : 7 V

TYPE PIECE : Actes du dépôt n°A2020/003209 déposé le 06/04/2020

REF. PIECE : Liste des souscripteurs du 19/03/2020

DATE BORDEREAU : 06/04/2020



AB8305710565

Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CRCMM OLLIOULES ENTREPRISES, CENTRE AFFAIRES ENTREPRISES 1256 AVENUE JEAN MONNET 83190 OLLIOULES déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 975 000 €.

Monsieur Vincent THIBAUDAT, représentant de la société SAS 7V EN FORMATION S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe ZI CAMP LAURENT 1659 AVENUE ROBERT BRUN 83500 LA SEYNE SUR MER, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
SARL VTH CONSULTING représentée par Monsieur Vincent THIBAUDAT	650000	650 000 €
Société civile SEKP représentée par Monsieur Patrick SAINT ETIENNE	325000	325 000 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

10278 00864 00020027803 46

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

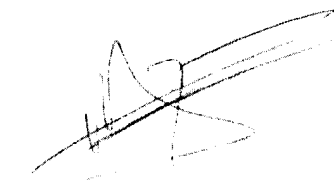
Le 19 mars 2020

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

Frédéric RAYMON
Directeur
00864@creditmutuel.fr

JST14

Crédit Mutuel
CRCMM Entreprises Ollioules
1256 Avenue Jean Monnet
83190 Ollioules
Tél 04 94 00 07 50 - Fax 04 94 92 42 26
SIRET 312 882 156 00228



GTC Toulon

Bordereau de numérisation d'un acte

AB8305710564



SIREN : **882 773 138**

N° GESTION : **2020B00669**

RAISON SOCIALE : 7 V

TYPE PIECE : Actes du dépôt n°A2020/003209 déposé le 06/04/2020

REF. PIECE : Attestation de dépôt des fonds du 19/03/2020

DATE BORDEREAU : 06/04/2020



AB8305710564

Création de Société par Actions Simplifiée

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CRCMM OLLIOULES ENTREPRISES, CENTRE AFFAIRES ENTREPRISES 1256 AVENUE JEAN MONNET 83190 OLLIOULES déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 975 000 €.

Monsieur Vincent THIBAUDAT, représentant de la société SAS 7V EN FORMATION S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe ZI CAMP LAURENT 1659 AVENUE ROBERT BRUN 83500 LA SEYNE SUR MER, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

Liste des actionnaires	Nombre d'actions	Somme versée
SARL VTH CONSULTING représentée par Monsieur Vincent THIBAUDAT	650000	650 000 €
Société civile SEKP représentée par Monsieur Patrick SAINT ETIENNE	325000	325 000 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

10278 00864 00020027803 46

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :

- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

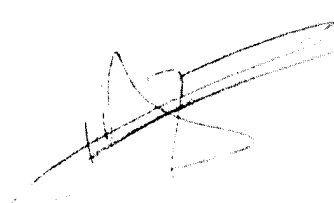
Le 19 mars 2020

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

Frédéric RAYMON
Directeur
00864@creditmutuel.fr

JST14

Crédit Mutuel
CRCMM Entreprises Ollioules
1256 Avenue Jean Monnet
83190 Ollioules
Tél 04 94 00 07 50 - Fax 04 94 92 42 26
SIRET 312 662 156 00228



GTC Toulon

Bordereau de numérisation d'un acte

AB8305710563



SIREN : **882 773 138**

N° GESTION : **2020B00669**

RAISON SOCIALE : 7 V

TYPE PIECE : Actes du dépôt n°A2020/003209 déposé le 06/04/2020

REF. PIECE : Statuts constitutifs du 19/03/2020

DATE BORDEREAU : 06/04/2020



AB8305710563

STATUTS

2 V

Société par Actions Simplifiée au capital de 975 000 euros
Siège social : 1659 Avenue Robert Brun – ZI Camp Laurent
83 500 LA SEYNE SUR MER

RCS TOULON

Statuts complétés

ps 1 1/2

LES SOUSSIGNÉS :

La société S.E.K.P., Société Civile

au capital de 222 400 euros dont le siège social est sis 36 Rue d'Arcy 33 150 BAYONNE, immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro 594 389 736 représentée par son gérant, Patrick SAINT ETIENNE, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes

La société VTH CONSULTING, Société à Responsabilité Limitée

au capital de 465 000 euros dont le siège social est sis 11 Rue de l'Ind 38 380 SAINT PIERRE EN CHARTREUSE, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 552 454 736 représentée par son gérant, Vincent THIBAUDAT, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes

Les Sociétés S.E.K.P. et VTH CONSULTING ont été constituées et suivent les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux

STATUTS

TITRE 1 – FORME, OBJET, DENOMINATION, SIEGE, DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées, de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le code et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres, mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle limité d'adhérents.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La gestion de tous portefeuilles de valeurs mobilières
- L'activité de holding animatrice et toutes opérations financières s'y rattachant, notamment l'achat, la souscription de quelque manière que ce soit, en émission, le placement, la vente, la négociation de toutes valeurs françaises ou étrangères, parts, actions, bons, obligations ;
- L'animation du groupe (le Groupe), formé par elle et l'ensemble de ses participations, des Filiales, en ce compris : définir la politique générale, les priorités stratégiques et les axes de développement du Groupe, tout en assurant la coordination et la mise en œuvre des actions en découlant, approuver les actions des Filiales en tant qu'elles créent toutes les synergies de nature à renforcer leur image, soutenir leur croissance, optimiser les services rendus à leurs clients,

AS

2

PL

capitaliser les expériences et les savoir-faire, méthodes et compétences de leurs collaborateurs et activer leur développement.

- Toutes activités fonctionnelles et toutes prestations d'assistance, notamment la gestion de la trésorerie, pouvant être nécessitées par la gestion du Groupe formé par elle et ses Filiales ;
- La recherche et la négociation de conditions commerciales, achats, accords de coopération commerciales, de référencement fournisseurs ou autres, nécessaires par la gestion du Groupe formé par elle et ses Filiales ;
- La conclusion de tout contrat de distribution soit entre eux ou avec par la gestion du Groupe formé par elle et ses Filiales ;
- Toutes prestations de services relatives à la commercialisation de produits pouvant être nécessitées par le Groupe et/ou ses Filiales ;
- La conception, la réalisation et la publication d'annonces et de tous documents publicitaires favorisant la promotion des produits pouvant être commercialisés par le Groupe et/ou ses Filiales ;
- La formation et l'enseignement notamment dans les domaines de la vente, la gestion commerciale, la gestion d'exploitation, le merchandising, le marketing, dès lors qu'ils ont un rapport avec l'activité du Groupe et/ou de ses Filiales.

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous brevets, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : "7V".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et adressés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits habilement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et documents concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, et le numéro d'immatriculation de l'entreprise.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

1659 Avenue Robert Brun - ZI Camp Laurent S3 500 LA SEYNIE SUR MER

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la majorité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

[Signature]

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'à dissolution anticipée ou de prorogation.

TITRE II - APPORTS, CAPITAL SOCIAL, ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

La société VTH CONSULTING SARL
La somme de SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS 650 000 €
correspondant à 650 000 actions de 1 euro souscrites en numéraire et libérées à hauteur de 100% de leur valeur nominale,

La Société S.E.K.P. : Société Civile
La somme de TROIS CENT VINGT CINQ MILLE EUROS 325 000 €
correspondant à 325 000 actions de 1 euro souscrites en numéraire et libérées à hauteur de 100% de leur valeur nominale,

Total: 975 000 €
La somme totale de NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE euros (975 000) euros, correspondant à 975 000 actions de numéraire, d'une valeur nominale de UN euro (1 euro) chacune, souscrites en numéraire et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la banque CREDIT MUTUEL ENTREPRISES, Agence de Paris, 100, rue de la République, 75001 Paris, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des versements accompagnés avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit 975 000 euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la date requise.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE euros (975 000 euros).

Il est divisé en NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE (975 000) actions de UN (1) euro chacune de valeur nominale, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 - Le capital social peut être augmenté par tous les moyens et sous toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières constituant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

4

La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation du capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation au Président, décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués à ceux qui ont souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par une opération de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'augmentation du capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au propriétaire des réserves, des droits de l'usufruitier.

8.2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

8.3. La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Conformément aux dispositions légales, lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois, à l'initiative du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui

5
V2

concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter de son entrée en opération est devenue de initiative en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance de tous les souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant nominal libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'échéance, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé délinquant et de toutes autres mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-5 du Code de Commerce, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération nécessaire du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé, sous astreinte aux diligents de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner ou nommer une charge de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la détermination de son titre non d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à la part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits et obligations résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le même apport.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'intervenir sur le marché de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux, sous réserve des conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucun associé ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit attribution aux associés de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, repousser l'apposition de sceaux sur les livres sociaux, ni en demander le partage ou la liquidation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

XS 6

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution, et dans la conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITÉ ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire et par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être faite par la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la mesure ainsi intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions demembrées appartient au seul propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'attribution d'actions ou il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de leur attribution du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 13 - COMPTE COURANT D'ASSOCIÉS

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé créancier et le Président.

TITRE III - CESSION, LOCATION

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'annulation de leur cession au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

AP 7
V

La propriété des actions résulte de leur inscription en contre-ordre libellé au nom de ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties intervenant à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attachées à la personne du souscripteur. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de TRENTE (30) jours sans mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au souscripteur, lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 15 -INALIENABILITE

Pendant une durée de DIX (10) ans à compter de la date d'immatriculation de la Société, les associés ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président peut avec l'approbation de cession des actions dans les cas suivants :

- exclusion d'un associé dans les conditions fixées à l'article 19 des statuts ;
- modification dans le contrôle d'une société associée dont il est délégué la suspension de ses droits de vote et son exclusion dans les conditions fixées aux articles 18 et 19 des statuts ;
- révocation d'un dirigeant associé entraînant son exclusion ou la cession forcée de ses actions.

ARTICLE 16 - AGREMENT

16.1. La cession de titres de capital et de valeurs mobilières ou tout accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé sauf lorsqu'il n'y a que deux associés, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Les dispositions du présent article sont applicables à toutes les transmissions à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'elles interviennent en cas de développement, de cessation ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport en fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission au cours de la succession d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de transmission de titres, droits ou valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital ou aux droits de vote de la Société, ainsi qu'en cas de transmission de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation individuelle par un tiers de souscrire en faveur de personnes dénommées.

16.2. Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres contre décharge, une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant la nature du transfert, les nom et prénoms ou dénomination du cessionnaire et l'adresse ou le siège social du cessionnaire (et s'il s'agit d'une personne morale, d'une des personnes physiques la

7/ 8

contrôlant), le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont le transfert est envisagé, les conditions du transfert et le prix offert, soit la valeur des biens offerts en échange si le prix n'est pas en numéraire ou la valeur des titres dans les autres cas). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés. Toutefois, les associés statuent à l'unanimité peuvent autoriser le cédant et le Président à déroger à ces notifications s'ils estiment être suffisamment informés.

16.3. L'agrément résulte d'une décision collective des associés, statuant à la majorité d'au moins 70% des actions composant le capital social. La décision d'acceptation ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée ou remise en mains propres. A défaut de notification dans les trois (3) mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

16.4. En cas de refus d'agrément, l'associé cédant avant, pendant ou après la notification du refus d'agrément, pour indiquer, par lettre recommandée ou remise en mains propres, s'il renonce ou non à son projet de transfert. A défaut de notification de renonciation dans ce délai, le consentement de l'associé cédant au transfert sera réputé acquis.

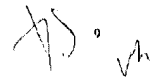
16.5. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus (sous réserve de la purge prévue dans le présent article), par le cédant, du droit d'information préalable des salariés prévue par les dispositions légales et de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une répartition du capital, laquelle devra être réalisée dans un délai de six (6) mois.

A cet effet, dans un délai de dix (10) jours à compter de la décision de refus d'agrément, le Président avisera les associés du rachat projeté en invitant chacun à indiquer le nombre de titres qu'il veut acquérir. Les offres d'achat devront être adressées par écrit au Président dans les quinze (15) jours de la réception de cette notification.

Si plusieurs associés souhaitent acquérir les titres de la Société et si le total de leurs demandes excède le nombre de titres à racheter, ceux-ci seront répartis entre ces différents associés à due concurrence de leur participation dans le capital de la Société, après soustraction de la participation de l'associé cédant et de celle des autres associés n'ayant pas fait part de leur intention d'acquérir lesdits titres. Si les offres d'achat ne couvrent pas la totalité de titres, le Président peut faire acheter les titres disponibles par des tiers préalablement notifiés.

Le prix de cession des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé suivant les modalités prévues dans une convention entre les parties. Le cas échéant ou, à défaut d'une telle convention, d'un commun accord ou, à défaut, d'un tel accord, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du 1 de l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais et honoraires de l'expert seront supportés par le cédant si le prix fixé par l'expert est inférieur à celui indiqué dans la notification de transfert ou par celui ou ceux ayant requis l'expert si le prix fixé par l'expert est au moins égal au prix indiqué dans la notification de transfert.



Avis est donné au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres contre décharge, de se présenter au siège social dans un délai de dix (10) jours à compter de la détermination du prix, pour toucher le prix de cession ainsi que pour signer l'ordre de mouvement. L'aide pour le cédant de se présenter, le cession est régularisée d'office sur instruction du Président avec effet à la date de cette régularisation.

Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, le transfert n'est pas réalisé, du fait de la Société ou des cessionnaires, l'opération est considérée comme donnée. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire d'aucun appelés.

16.6) Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 17 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 18 - MODIFICATIONS DANS LE CONTRÔLE D'UN ASSOCIÉ

Tous les associés personnes morales doivent notifier la constitution de la Société puis chaque année dans les CINQ (5) jours de réception de la convocation à l'assemblée d'approbation des comptes annuels, à la Société toutes informations sur le montant de son capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs associés. Lorsqu'un ou plusieurs associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle réel de la société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le Président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié, la procédure d'exclusion et ses effets étant décrits dans l'article 19 ci-dessous.

En cas de défaut de notification du changement de contrôle par l'associé concerné par ledit changement, le Président peut consulter la collectivité des associés sur l'exclusion éventuelle de la société dont le contrôle a été modifié dans le délai d'un (1) mois de la découverte par les autres associés ou par la Société dudit changement.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans les conditions ci-dessus, si l'exclusion n'est pas prononcée ou si la décision d'exclusion est annulée pour cause de non-régularisation de la cession des actions de l'associé concerné, elle sera réputée avoir entraîné le changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de suspension ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée par l'unanimité des associés.

10

ARTICLE 19 - EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaire ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-7 du code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société ou, au des Filiales, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société, d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées ou émises par le Président pendant deux exercices consécutifs ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé, personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- plus généralement, la condamnation préventive prononcée à l'encontre d'un associé, personne physique ou d'un dirigeant de l'associé, personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société ou de l'Empire.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion, doit être prise par la collectivité des associés statuant à la majorité prévue pour les décisions ordinaires.

Toutefois, si la cause d'exclusion est la condamnation pénale d'un dirigeant de la Société qui est en même temps associé, pour un ou des faits liés à l'exercice de son mandat de dirigeant, alors la décision d'exclusion devra être prise par la collectivité des associés statuant à la majorité représentant au moins 30% des actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

La décision d'exclusion, ne peut intervenir sans que le Président, notifié à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée QUINZE (15) jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et des parts ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrement, préemption...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être rachetées dans les CINQUANTE (50) jours de la décision d'exclusion.

PS 11
Vh

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé, en l'absence des modalités prévues dans une convention liant les parties le cas échéant ou, à défaut d'une telle convention, d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843.4 du Code civil. Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou à l'achat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa de l'article 1843.4 du Code civil.

Les frais et honoraires de l'expert seront supportés conjointement si le prix fixé par l'expert est inférieur à celui indiqué dans la notification de transfert ou ceux ayant requis l'expert si le prix fixé par l'expert est au moins égal au prix indiqué dans la notification de transfert.

Avis est donné au cédant, par lettre recommandée avec avis de réception ou remise en mains propres contre décharge, de se présenter au expert ou, dans un délai de dix (10) jours à compter de la détermination du prix, pour toucher le prix de cession ainsi que pour signer l'ordre de mouvement, faute pour le cédant de se présenter. La cession est regularisée d'office sur instruction du Président avec effet à la date de cette regularisation.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement d'indemnités ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non prévus par l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de rachat ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée par l'agrément des associés.

TITRE V - ADMINISTRATION, CONTRÔLE

ARTICLE 20 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

20.1. Désignation

Le premier Président de la Société sera désigné au sein de des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité prévue pour les décisions ordinaires.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

12

13

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à durée indéterminée, ce contrat correspondant à un emploi effectif.

20.2. Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'un procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis TROIS (3) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'Assemblée des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est dûment acceptée par l'Assemblée des associés par lettre recommandée ou remise en mains propres contre décharge.

20.3. Révocation

Le Président peut être révoqué pour juste motif, par décision de l'Assemblée des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 25% du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité de plus de 50% des droits de vote composant le capital social. Toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, ou sans droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnité, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale,
- incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

20.4. Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée et modifiée par décision de la collectivité des associés. Elle pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle notamment au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Outre cette rémunération, il sera remboursé, sur présentation des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.

20.5. Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. À cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet

43
13
vzh

société et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et le statut à la collectivité des associés. Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont opposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne dépassent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne constituant pas une telle preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certaines tâches.

ARTICLE 21- DIRECTEUR GÉNÉRAL

21.1 Désignation

Le premier Directeur Général de la Société pourra être désigné aux termes des présents statuts. Le Président peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

La personne morale Directeur Générale est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Générale, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sous réserve de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la société par un contrat de travail.

21.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée lors de la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf si son contrat des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin, quel que soit, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture de l'liquidation de celle-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat soit par une recommandation adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit par la collectivité des associés.

21.3. Revocation

Le Directeur Général peut être révoqué pour cause autre que la décision du Président. Toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, donne droit à une indemnisation du Directeur Général. Il est expressément indiqué que, en cas d'un juste motif le changement de contrôle du Directeur Général personne morale, au sens de l'article L. 235-5 du Code de commerce

ce compris si ce changement n'a pas provoqué d'extension de la Société aux termes des présents statuts ainsi que le non-respect de l'article 21.5.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit de sa nomination, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou co-administrer ou reprise ou personne morale, incapable ou faillite personnelle du Directeur Général pour un ou plusieurs :
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction d'exercice ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé

21.4. Remunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle à la fois fixe et proportionnelle notamment au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

21.5. Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Néanmoins, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Directeur Général ne peut pas, sans l'accord préalable donné par tout moyen de communication écrite du Président effectuer les opérations énumérées ci-après :

- a) L'octroi de cautions, avals et autres engagements au nom de la Société ou d'une de ses Filiales ;
- b) La constitution de sûretés au nom de la Société ou d'une de ses Filiales ;
- c) La cession des immeubles appartenant à la Société ou l'une quelconque de ses sociétés Filiales ;
- d) La cession totale ou partielle des participations de l'une quelconque de ses sociétés Filiales ;
- e) La cession, l'acquisition ou le rattachement d'actifs ou de participations ou de fonds de commerce par la Société ou par l'une quelconque de ses sociétés Filiales ;
- f) Toute modification substantielle relative à la structure ou à l'organisation de la Société ou de l'une de ses Filiales ;
- g) Tout projet de modification de la forme juridique ou des statuts de la Société ou de l'une de ses Filiales ;
- h) Tout projet de croissance externe ou de création de Filiales ;
- i) La création de Filiales ou d'établissements ;
- j) Toute proposition d'émission de valeurs mobilières par la Société ou ses Filiales ;
- k) La conclusion de conventions réglementées au sens de l'article L.227-10 alinéa 2 du code de commerce intéressant la Société ou l'une de ses Filiales ;

- Toute décision de financement ou engagement d'un crédit bail supérieur à 75.000 euros par la Société ou l'une de ses Filiales ;
- L'embauche ou le licenciement d'un personnel dont le salaire brut annuel est supérieur à 40.000 euros par la Société ou l'une de ses Filiales ;
- La validation d'un appel d'offres ou d'un marché commercial supérieur à 500.000 euros par la Société ou l'une de ses Filiales ;
- Tout engagement d'un montant d'achat ou de dépenses supérieur à 500.000 euros par dépense par la Société ou l'une de ses Filiales ;
- Tout achat ou souscription de titres ou participation, création de Filiales, nantissement de titres de sociétés, achat ou vente de fonds de commerce, garanties, nantissement du fonds, location gérance par la Société ou l'une de ses Filiales ;
- Toute prise à bail de locaux ou cession de droit au bail par la Société ou l'une de ses Filiales ;

Est expressément exclue du champ de compétence et des pouvoirs du Directeur Général, la gestion des garanties d'actif et de passif accordée à la Société dans le cadre de l'acquisition de Filiales en ce compris l'acquisition des titres de la société FIMAT. Les décisions relatives exclusivement du Président de la Société qui sera seul compétent pour prendre les décisions et les exécuter.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des comptes n'étant pas à constituer cette preuve.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la dernière assemblée statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins des effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.





ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si la Société remplit les conditions légales et réglementaires, le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes ou, dans le cas contraire, désignés par décision collective des associés, en application de l'article L. 823-1 du Code de Commerce. Cette désignation est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société ou une personne morale, un Commissaire aux Comptes suppléant doit être nommé pour remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, et pour le même temps que le titulaire pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes est celle d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à l'initiative prévue pour les décisions ordinaires, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour une durée sociale. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du système d'exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux, et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans l' gestion de la Société.

Le ou les Commissaires aux Comptes sont invités à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés. En cas de décisions prises par consensus ou acte ou par acte constatant les décisions unanimes des associés, le ou les Commissaires aux Comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite ou à l'adoption de l'acte de l'objet de ladite consultation ou dudit acte.

ARTICLE 24 - REPRÉSENTATION SOCIALE

Les délégués du comité social et économique, s'il en est constitué, ont les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président. Ils sont élus et les renaissent une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'adoption des comptes sociaux.

Le comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions doivent être adressées au comité social et économique par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions, accompagnés d'un bref exposé des motifs.

Elles doivent être reçues au siège social quinze (15) jours avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces projets de résolutions dans les trois (3)

sous de leur réception au représentant du comité social ou économique par lettre recommandée ou par voie électronique dans les conditions définies à l'article R. 223-63 du Code de commerce.

TITRE VI – DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 25 - DÉCISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agissement, les cessions d'actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 26 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président, en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tout moyen de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit être inscrit, son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 27 - CONSULTATION ÉCRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de QUINZE (15) jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus mentionné comme s'étant abstenu.



18



ARTICLE 28 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé, à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant l'UN (1) (50) pour cent au moins du capital, ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite DIN (10) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu, l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation écrite sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins l'UN (1) (50) du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de propositions de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social QU (NZ) (15) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président arrête et inscrit toutes ces demandes dans les TROIS (3) jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question contenue hors l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président ou un de ses dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire ne peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie ou par courrier électronique.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'une signature établie par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter un bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le délai de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001 222 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, est établie et certifiée par le président de séance après avoir été émargée par les associés présents et les mandataires. Y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.



Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'Assemblée. L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 29 - RÈGLES D'ADOPTION DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quote de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions collectives portant modification des statuts ; les autres décisions sont qualifiées d'ordinaires.

Les décisions extraordinaires, à l'exception de celles pour lesquelles une l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts et (ii) les présents Statuts déterminent une majorité différente, seront prises à la majorité d'au moins 70% des droits de vote correspondant au capital social. Les autres décisions seront prises à la majorité d'au moins 50% des droits de vote composant le capital social, sauf majorité différente prévue au sein des présents Statuts.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant d'un droit de vote les décisions collectives suivantes :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- celles prévues par les présents statuts.

ARTICLE 30- PROCÈS-VERBAUX DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par les procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la convocation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et notarié sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 31 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit être l'objet, DIX (10) jours avant la date de la consultation, d'une information préalable comportant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

 20 

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués au travers de la Société aux associés DIX (10) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la consultation, et ce statuant sur ces comptes.

En cas d'établissement d'un acte signé par tous les associés, la communication doit faire l'objet d'une communication lors de l'envoi de l'acte.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion de leurs assemblées collectives.

TITRE VII – EXERCICE SOCIAL – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 32 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce, et se terminera le 31 décembre 2020.

ARTICLE 33 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat comprenant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements contractés, réalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Conformément aux dispositions légales, le Président établit, le cas échéant un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L. 121-16 et D. 123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 1228-184 du Code de commerce, le Président établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées.

21

dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions ou cédées par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Titulaires des Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de redressement, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés à cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 34 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, de pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce fonds cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi, des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves statutaires, réglementaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est repartitionné entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la réaffectation de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont payés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci négatifs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne peuvent pas distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé à nouveau au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 35 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

22

1/2

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de NFV1 (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice est remis par le Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite de l'ensemble des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de l'article des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes en dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que les actionnaires, à l'époque où les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution, au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. La prescription de répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 36 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulte la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit, dans le délai fixé par la loi, d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit intervenir dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'observation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés ne s'est réunie valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au pour ou contre du fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE VIII - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 37 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme, soit par la décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

23

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est soumise aux conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord du tiers des associés ou un accepteur de devant commanditaires en raison de la responsabilité continue et définitive des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est soumise aux conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigée en l'absence des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 38 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sans préjudice, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions prévues par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'assemblée collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi de pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à verser le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à contracter des affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés en proportion du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission successorale du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE IX - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 39- CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires d'actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des

PS 24

✓

présents statuts, seront jugées conformément à la loi et sous la protection des tribunaux compétents.

ARTICLE 40 - NOMINATION DES DIRIGEANTS ET MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

La Société VTH CONSULTING, Société à responsabilité limitée
au capital de 465 000 euros dont le siège social est sis PIERRE ET EN 38 380 SAINT PIERRE EN CHARTREUSE immatriculée au RCS de GRENOBLE au numéro 752 454 736 représentée par son gérant, Vincent THIBAUDAT, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes.

Monsieur Vincent THIBAUDAT accepte au nom et pour le compte de la société VTH CONSULTING les fonctions de Président. Monsieur Vincent THIBAUDAT est nommé représentant permanent de la société VTH CONSULTING.

Nomination du Directeur Général

Est nommé en qualité de Directeur Général de la Société sans limitation de durée, sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du mandat du Président :

La Société S.E.K.P., Société Civile
au capital de 227 400 euros dont le siège social est sis la Rue Jean - YVES BANDOUL immatriculée au RCS de TOULON sous le numéro 794 389 239 représentée par son gérant, Patrick SAINT ETIENNE, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes.

Conformément aux dispositions des statuts, Société S.E.K.P. dispose des pouvoirs de direction définis à l'article 21 des statuts.

Conformément aux statuts et dans le respect de ceux-ci, le Président attribue le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Patrick SAINT ETIENNE accepte au nom et pour le compte de la société S.E.K.P. les fonctions de Directeur Général. Monsieur Patrick SAINT ETIENNE est nommé représentant permanent de la société S.E.K.P..

ARTICLE 41 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Conformément à la Loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais requis à l'adresse précue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de sa responsabilité par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent mandat à la Société VTH CONSULTING

à l'effet de passer les actes et de prendre pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- ouvrir tous comptes bancaires ou postaux ;
- négocier et obtenir toutes avances en compte courant nécessaires pour le démarrage de la Société ;
- requérir tout matériel nécessaire au fonctionnement de la Société, matériel de bureau, mobilier et autres ; négocier et obtenir tout matériel nécessaire à ce sujet ;
- souscrire toutes assurances, engager le personnel et faire en général le nécessaire pour un bon démarrage de la Société.

Ces engagements seront repris par la Société de son acte de immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Les actes accomplis pour le compte de la Société pendant la période de formation et régulièrement repris par celle-ci seront rattachés au premier exercice social.

ARTICLE 42 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et taxes et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présente aux présentes son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de dépôt, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Fait à La Seyne sur Mer le 19 mars 2020

En 5 exemplaires originaux

Société VTH CONSULTING

Mention manuscrite :

Bon pour acceptation des fonctions de Président

Bon pour acceptation des fonctions
de Président

Vthlud

Société S.E.K.P.

Mention manuscrite :

Bon pour acceptation des fonctions de
Directeur Général

Bon pour acceptation
des fonctions

Directeur Général

ANNEXE
ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS
POUR LA SOCIÉTÉ EN VOIE DE FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- ouverture compte en banque

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-1 du Code de Commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements de la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.


27

